

L'aveuglement médiatique au Proche-Orient

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

En 1996, un match de soccer opposait les villes de Benghazi et de Tripoli en Lybie. Benghazi menait. Le propriétaire de l'équipe de Tripoli qui n'est autre que le fils du colonel Kadhafi, descendit dans le stade pour parler au juge et exiger une pénalité. La foule exprima son mécontentement. Le fils Kadhafi descendit avec ses garde-corps au milieu du terrain pour tirer sur la foule. Les victimes se comptèrent par dizaines et l'on en fit peu cas dans la presse occidentale.

Dans leur lutte d'hégémonie pour la primauté de leur doctrine religieuse, l'Arabie saoudite et l'Iran se livrent des batailles par terroristes interposés. Les minorités kurdes et bahaïes sont persécutées en Iran. De son côté, l'Arabie saoudite discrimine les populations chiites dans son pays et cette réalité est également celle des émirats du Golfe. La police des mœurs est omnipotente. En 2002, un incendie se déclara dans une école de filles à la Mecque. Du fait qu'elles n'étaient pas voilées, la police des mœurs renvoya dans les flammes quinze filles qui tentaient de les fuir. Peu de journalistes songent à couvrir la condition des travailleurs étrangers et notamment celle des femmes dans ce pays qui a par ailleurs l'outrecuidance de financer la construction de milliers de mosquées dans le monde entier et interdit la construction d'une seule église dans son territoire.

L'Iran détient le triste record d'avoir exécuté 65 personnes durant le seul mois de janvier 2011, enfants compris (et 45 autres personnes dans les 10 derniers jours du mois de décembre) et aussi d'avoir le

plus grand nombre de journalistes emprisonnés. Les hommes dits de religion y disposent du pouvoir politique quasi absolu.

Les Berbères qui constituent la population autochtone en Algérie, sont brimés et leur langue est discriminée au profit de la langue arabe. Sous le couvert de l'islam étatique, la conversion au christianisme est considérée non pas comme un libre choix, mais comme une aberration si ce n'est le résultat d'un complot, car on y combat l'islam politique sous le couvert d'un islam étatique.

La situation des chrétiens d'Orient est dramatique. Les assassinats suicide sont monnaie courante en Irak, chiïtes et sunnites cherchant à délimiter leurs zones d'influence par terroristes interposés. Le manque d'intérêt des médias face à ce drame quasi quotidien est incompréhensible. Faudrait-il comprendre que les médias s'attendent à des normes de conduites draconiennes de la part d'Israël qui est au centre de leurs préoccupations et qu'ils trouvent normal que les autres pays baignent dans la barbarie ?

Lorsque Roosevelt fut interpellé par son secrétaire d'État qui se plaignait des agissements du dictateur du Nicaragua Somoza, il répondit : « c'est vrai, mais c'est notre salaud. » Il semble bien que cette politique ait été celle des grandes puissances au Moyen-Orient, que ce soit l'Union soviétique ou les États-Unis. On a fermé les yeux sur les revenus pétroliers considérables qui sont accaparés par les familles princières ou les dictateurs alors que les injustices sociales sont flagrantes.

Comment un tel système a-t-il pu se perpétuer ? Les dictateurs de cette région du monde n'ont rien trouvé de mieux à faire que d'orienter leurs masses contre Israël et d'alimenter le conflit par des propagandes aussi pernicieuses que haineuses sans n'avoir jamais apporté de soutien tangible aux Palestiniens. Les médias ont dansé à ce rythme en faisant d'Israël leur obsession du jour et en entrant dans

le jeu de la désinformation des dictatures de la région. Ainsi et à titre d'exemple, on rapporte à grands titres que quelques dizaines de logements vont être construits dans la ville unifiée de Jérusalem. Ce que les médias omettent toujours de préciser est que la population arabe de Jérusalem est passée de 60 000 en 1967 à plus de 300 000 aujourd'hui. Chaque décision municipale est analysée hors contexte en faisant fi du fait que les tribunaux israéliens s'expriment clairement si nécessaire et que les Palestiniens et les Israéliens y ont recours.

La couverture médiatique d'Israël - hors proportion - se fait au détriment des agissements des autres pays de la région, ce qui fait le jeu de leurs dictateurs. Pendant ce temps-là, les frustrations des populations s'accumulent au point où les médias sont dépassés du fait même de l'existence de la vague de contestation au sein du Moyen-Orient et des pays voisins.

La couverture médiatique du Proche-Orient fait penser à une personne qui a perdu sa clef dans une ruelle sombre - les pays dictatoriaux sans liberté de presse - et qui va la chercher au centre-ville éclairé : la démocratie ouverte d'Israël.